



MARCHE DE « FOURNITURES COURANTES ET SERVICES »

**« FOURNITURE DE MATERIEL DE RECEPTION, PRESTATIONS VIDEO ET ACTIVITES
D'ANIMATION POUR LES PERSONNES EVACUEES LE 6 AVRIL 2025 DANS LE
CADRE DE L'OPERATION DE FOUDROYAGE DE LA CITE MATISSE SITUEE
QUARTIER PISSEVIN A NIMES »**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché à procédure adaptée soumis aux dispositions des articles L2123.1 1°, R. 2123-1, R. 2123-4, R. 2131-12 2°, R.2162-1 à 6 et R. 2162-13 et 14) du Code de la commande publique

Références : M 2025/02

SOMMAIRE

1	Objet du marche	4
2	Allotissement et Forme	4
2.1	Lots	4
2.2	Forme des marchés	5
3	Durée des marches	6
4	Représentants des parties	6
4.1	Représentant(s) de l'EPF	6
4.2	Représentant(s) du titulaire	6
5	Pièces constitutives du marche	6
5.1	Documents particuliers	6
5.2	Documents généraux	7
6	Dispositions générales	7
6.1	Confidentialité et mesures de sécurité	7
6.2	Prestations supplémentaires ou modificatives	7
6.3	Groupement d'opérateurs économiques	7
6.4	Sous-traitance	7
7	Conditions d'exécution	8
7.1	Modalités de commande	8
7.2	Contenu des bons de commande	8
7.3	Délais d'exécution	8
8	Constatation de l'exécution des prestations	8
8.1	Vérifications	8
8.2	Décision après vérifications	8
9	Prix – variation dans les prix – règlement des comptes	9
9.1	Nature des prix	9
9.2	Variation des prix	9
9.3	Facturation et règlement	9
9.4	Paieement	9
9.5	Intérêts moratoires	10
10	Pénalités pour retard / délais d'exécution	10
10.1	Généralités	10
10.2	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	10
10.3	Pénalités pour absence à la réunion de démarrage	12
10.4	Pénalités pour retard dans la transmission des pièces liées au contrat	12
10.5	Réfaction en cas de mauvaise exécution	12
10.6	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal	13

11	<i>Retenue de garantie – cautionnement - avance</i>	13
11.1	Retenue de garantie	13
11.2	Avance	13
12	<i>Nantissement- cession de créance</i>	13
13	<i>Résiliation - exécution aux frais et risques</i>	13
13.1	Résiliation	13
13.2	Exécution des prestations aux frais et risques	13
14	<i>Clause de réexamen</i>	14
15	<i>Redressement ou liquidation judiciaire</i>	15
16	<i>Assurances</i>	15
17	<i>Marches susceptibles d'être passés ultérieurement</i>	15
18	<i>Attribution de compétence</i>	15
19	<i>Dérogations aux documents généraux</i>	16

1 OBJET DU MARCHÉ

Le quartier Pissevin à Nîmes est inscrit dans une démarche ambitieuse de rénovation urbaine durable au travers du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) conduit par la Ville de Nîmes.

De son côté, l'EPF d'Occitanie est pilote de l'opération de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD-IN) sur le quartier au titre du décret n° 2022-319 du 4 mars 2022.

A ce titre, l'EPF a en charge le recyclage de la Cité Matisse, ensemble immobilier constitué de deux tours occupées par le CROUS jusqu'à l'été 2022. La cité Matisse, sise 1 rue Matisse 30900 Nîmes, fait donc l'objet d'une opération de déconstruction par foudroyage. Le marché de travaux a ainsi été notifié en avril 2024. Les travaux sont en cours et la date retenue pour le foudroyage est le 06 avril 2025.

La technique de démolition nécessite d'évacuer les habitants se situant dans le périmètre de sécurité établi par arrêté préfectoral. Dans cette perspective, il est nécessaire d'accueillir les habitants évacués ne disposant pas de solution d'accueil. Le lieu d'accueil retenu est la halle Furnon, située dans le quartier Cap Costières à Nîmes qui sera mise à disposition par la Ville de Nîmes.

Le présent marché a pour objet de désigner les prestataires en charge de l'organisation logistique, de l'animation auprès des personnes évacuées (soit 460 personnes environ) et de la retransmission en direct sur le lieu d'accueil du foudroyage des tours de la cité Matisse. Ces prestations sont nécessaires pour pouvoir assurer la démolition des tours le 06 avril 2025.

Les prescriptions et spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2 ALLOTISSEMENT ET FORME

2.1 Lots

Les prestations sont décomposées en 5 lots définis comme suit :

- ✓ **Lot 1 – Prestations d'animation et de coordination des activités ludiques et sportives :** Animation d'activités définies par tranche d'âge, selon un programme ajustable pour toute la journée du 6 avril 2025. La prestation comporte également la fourniture des jeux et équipements nécessaires à la réalisation des activités.

Ce lot ne relève pas des dispositions du présent CCAP. Les prestations qui en relèvent font l'objet d'une procédure adaptée spécifique passée en application des dispositions de l'article R2123-1 3° du code de la commande publique.

- ✓ **Lot 2 – Fourniture, mise en place et repli de matériel de réception et autres éléments mobiliers :** Fourniture et installation de tables, chaises, fauteuils, avec présence d'une équipe logistique sur place le 6 avril 2025 pour assurer la mise en place et le rangement du matériel et mobilier.
- ✓ **Lot 3 – Prestations vidéo en vue d'assurer la retransmission en direct du foudroyage :** Fourniture d'un camion régie avec caméraman pour assurer la liaison entre le site du foudroyage et la salle d'accueil, mise à disposition et installation d'un écran avec décompte intégré et régie son pour une retransmission optimale.

- ✓ **Lot 4 – Prestations d'animateur « micro » pour l'évènement** : Mise à disposition d'un animateur pour dynamiser la journée. Animation des activités, interactions avec les personnes accueillies, et lancement du décompte avant le foudroyage.
- ✓ **Lot 5 - Fourniture de kits d'accueil pour les enfants** : Conception et fourniture de kits d'accueil par tranche d'âge de 0-3 ans, 4-6 ans, 7-10 ans, 11-15.

2.2 Forme des marchés

Chaque lot donne lieu à l'attribution d'un marché passé sous la forme suivante :

- ✓ **Lot 1 - Animation et coordination des activités** : marché ordinaire traité à prix forfaitaire ;
- ✓ **Lot 2 – Fourniture, mise en place et repli de matériel de réception et autres éléments mobiliers** : Les prestations sont décomposées en 2 postes :
 - **Poste 1 traité à prix forfaitaire** : fourniture, mise en place et repli des matériels quantifiés dans le CCTP et la DPGF ;
 - **Poste 2 : poste à bons de commande**, passé en application des dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique avec un montant maximum de commande **de 20 000 € HT** en vue la fourniture d'équipements et matériels supplémentaires (Barnum, chaises, fauteuils, cloisons...).
- ✓ **Lot 3 – Prestations vidéo en vue d'assurer la retransmission en direct du foudroyage** : Les prestations sont décomposées en 2 postes :
 - **Poste 1 traité à prix forfaitaire** : prestations et fournitures associées identifiées au CCTP et dans la DPGF ;
 - **Poste 2 : poste à bons de commande**, passé en application des dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique avec un montant maximum de commande **de 10 000 € HT** en vue la fourniture d'équipements supplémentaires (écrans, équipements audiovisuels...) ;
- ✓ **Lot 4 – Prestations d'animateur « micro » pour l'évènement** : Les prestations sont décomposées en 2 postes :
 - **Poste 1 traité à prix forfaitaire** : prestations identifiées au CCTP et dans la DPGF ;
 - **Poste 2 : poste à bons de commande**, passé en application des dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique avec un montant maximum de commande **de 1 500 € HT** en vue de réunions ou prestations accessoires ou associées au poste 1 (réunions supplémentaires...) ;
- ✓ **Lot 5 - Fourniture de kits d'accueil pour les enfants** : Les prestations sont décomposées en 2 postes :
 - **Poste 1 traité à prix forfaitaire** : fourniture des kits identifiés et quantifiés dans le CCTP et la DPGF ;
 - **Poste 2 : poste à bons de commande**, passé en application des dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique avec un montant maximum de commande **de 3000 € HT** en vue la fourniture de kits supplémentaires.

3 DUREE DES MARCHES

Chaque marché est conclu pour une durée courant à compter de sa notification jusqu'à la date de repli complet du matériel, soit le 7 avril 2025.

4 REPRESENTANTS DES PARTIES

4.1 Représentant(s) de l'EPF

Madame Sophie Lafenêtre, directrice générale, est la représentante légale du pouvoir adjudicateur.

Un représentant de l'EPF sera désigné lors de la réunion de démarrage en qualité de correspondant des titulaires des marchés. Ces derniers lui remettront notamment les pièces concrétisant l'avancement des missions ainsi que celles se rapportant à leur facturation. Le représentant désigné par l'EPF proposera au représentant légal de l'acheteur public de valider l'exécution des prestations et attester du service fait.

4.2 Représentant(s) du titulaire

Pour chaque lot, un chef de mission sera désigné pour toute l'exécution du marché et assurera à ce titre la responsabilité de l'exécution des prestations. Il sera l'interlocuteur privilégié de l'EPF et de ses représentants. Le remplacement du chef de mission sera soumis aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

Le chef de mission sera notamment responsable :

- De l'établissement de devis éventuels et suivi des bons de commande ;
- Du respect des plannings ;
- De l'organisation du travail et du respect des consignes par son personnel ;
- Du respect des délais d'exécution ;
- Du contrôle de la qualité des prestations ;
- De l'information et du conseil auprès à l'EPF.

5 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est composé des pièces suivantes énumérées par ordre de priorité décroissant :

5.1 Documents particuliers

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché est constitué des documents particuliers suivants :

1. L'Acte d'Engagement (AE) et son/ses annexe(s) financière(s) : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et/ou le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) suivant les lots ;
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe relative à la protection des données à caractère personnel ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
4. Le cadre de réponse du mémoire technique ;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

En cas de divergence entre deux ou plusieurs pièces particulières du marché, ce sont les indications de la pièce portant le numéro d'ordre le moins élevé qui ont priorité.

5.2 Documents généraux

Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (publié au JORF du 1^{er} avril 2021).

6 DISPOSITIONS GENERALES

6.1 Confidentialité et mesures de sécurité

Le prestataire, ses co-traitants et/ou sous-traitants, sont soumis aux dispositions de l'article 5 du CCAG FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

6.2 Prestations supplémentaires ou modificatives

Des prestations accessoires, non identifiées aux bordereaux des prix unitaires peuvent être exceptionnellement commandées au titulaire du marché si elles sont nécessaires à la bonne exécution des prestations principales.

Un devis sera préalablement demandé au titulaire du marché pour lesdites prestations. Leur exécution sera notifiée par ordre de service signé le représentant de l'acheteur public ou par le directeur des travaux et expertise bâtementaire dans les conditions prévues de l'article 23 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG FCS, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trois (3) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'acheteur public en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. Auquel cas, les prix seront réputés définitifs sans nécessité d'avenant.

En cas de désaccord, l'acheteur règle provisoirement les sommes qu'il admet dans l'attente de la conclusion d'un avenant.

Dans le cadre des présentes dispositions, aucune modification substantielle ne peut être apportées aux caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire lors de la remise de l'offre.

6.3 Groupement d'opérateurs économiques

Il est fait application de l'article 3.5 du CCAG FCS.

6.4 Sous-traitance

A l'exclusion des lots 2 et 6 qui constituent des marchés de fourniture, le titulaire d'un marché de services est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour les prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement et préalablement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant et les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché. Pour ce faire, le sous-traitant doit envoyer à achats@epf-occitanie.fr, les éléments suivants (formulaire Dc4) :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant

- Une attestation du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics
- Une attestation du sous-traitant précisant s'il renonce ou pas au paiement de l'avance.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux torts du titulaire du marché.

7 CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 Modalités de commande

Pour les postes à bons de commandes, les prestations inhérentes à ce poste ne s'exécuteront qu'après envoi au titulaire d'un bon de commande par courriel.

L'exécution de la prestation débutera à **la date et à l'heure** fixées par le bon de commande.

7.2 Contenu des bons de commande

Les bons de commande seront établis et signés par l'acheteur ou son représentant dûment habilité.

Aucune prestation effectuée sans bon de commande préalable ne pourra donner lieu à paiement.

Les bons de commande comporteront notamment les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- L'adresse du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le contenu détaillé des prestations à réaliser ;
- Le prix des prestations ;
- Le ou les lieux d'exécution ;
- **La date et l'heure d'exécution ;**
- Le nom et les coordonnées du référent EPF.

7.3 Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront fixés dans les bons de commande. Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai **de 24 HEURES** à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Aucune observation ne peut être émise sur les délais d'intervention prévus au marché.

8 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront réalisées conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS par le représentant de l'EPF désigné lors de la commande.

8.2 Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG FCS, le délai imparti à l'acheteur public pour notifier sa décision **est de huit (8) jours calendaires** à compter de la présentation des livrables.

9.1 Nature des prix

Les prix du marché sont des prix forfaitaires.

Les postes n° 2 des lots 2, 3 et 5 font l'objet de prix unitaires appliqués aux quantités exécutées, suivant la décomposition des prestations définie dans l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU).

Les prix, quelle que soit leur nature, sont réputés comprendre tous les frais afférents à la mission (déplacements, visite, rédaction du rapport, matériels, frais d'envoi et de reprographie, etc....).

9.2 Variation des prix

Les marchés sont traités à prix fermes.

9.3 Facturation et règlement

Les factures concernant le présent accord-cadre sont présentées après admission des prestations, dans les conditions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS et conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique et transmises à l'EPF via le portail de facturation « Chorus Pro » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les demandes de paiement comprendront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché et le cas échéant du bon de commande (impératif sous peine de rejet de la facture) ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément au bordereau des prix unitaires, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations admises ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes et leur montant TTC ;
- La date de facturation ;

Le non-respect des dispositions précisées ci-dessus entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date ainsi que la suspension du délai de paiement (articles R. 2192-27 et R.2192-28 du Code de la commande publique).

9.4 Paiement

Le paiement est effectué après certification du service fait par les services de l'EPF en application des règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique.

9.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.

Les intérêts moratoires sont calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises, mais ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

L'attention du titulaire est attirée sur les retards de paiement générés par son propre fait, notamment par défaut de production des pièces demandées ou nécessaires à la mise à jour du marché et / ou l'absence d'informations concernant ses coordonnées :

- modification de la raison sociale ;
- modification et / ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- et plus généralement pour tout motif de retard imputable au prestataire (retard dans la production des documents, erreur ou omission dans la facturation, facturation avant service fait...).

10 PENALITES POUR RETARD / DELAIS D'EXECUTION

10.1 Généralités

Les pénalités définies au présent CCAP sont cumulables. Que les retards soient le fait du prestataire ou de l'un de ses sous-traitants, les pénalités seront retenues intégralement sur les sommes dues au prestataire. Les montants des pénalités définis au présent article s'entendent hors taxes et ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, et pour toutes les pénalités fixées ci-dessous, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT par bon de commande.

10.2 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, le dépassement des délais d'exécution, tels que définis ci-après et le cas échéant dans les bons de commande, donnera lieu à l'application des pénalités ci-dessous. Sauf disposition contraire dans les tableaux, les délais sont exprimés en jours calendaires.

✓ Lot 2 – Fourniture, mise en place et repli de matériel de réception et autres éléments mobiliers

Prestations	Délais d'exécution	Pénalités
Fourniture d'un plan logistique détaillé permettant de garantir un déroulement fluide, avec zones d'accueil, espaces d'activités et espace de stockage de matériels (lieu d'accueil + check-point). Ce plan est établi en lien avec le titulaire du lot 1 présenté lors de la réunion démarrage.	Date de notification + 10 jours	100 €/jour calendaire de retard

Présentation du plan de cloisonnement définitif établi en lien avec le titulaire du lot 1	Validation du plan logistique + 7 jours	100 €/jour calendaire de retard
Installation des éléments mobiliers et cloisons et du lieu d'accueil	Le 5 avril 2025 à partir de 9h	Pénalité forfaitaire de 2000 € et exécution aux frais et risques sans mise en demeure préalable sur simple constat d'absence le 5 avril 2025 à 16h
Installation des check-points	Le 6 avril 2025 à 6h00	Pénalité forfaitaire de 1000 € et exécution aux frais et risques sans mise en demeure préalable sur simple constat d'absence le 6 avril 2025 à 6h30
Repli des check-points	Le 6 avril 2025 avant 17h00	100 €/heure de retard
Rangement et repli de l'ensemble des matériels et installation (mobiliier de l'espace d'accueil cloisons...)	Avant le 7 avril 2025 à 12h00	500 € / jour calendaire de retard

✓ **Lot 3 – Prestations vidéo en vue d'assurer la retransmission en direct du foudroyage**

Prestations	Délais d'exécution	Pénalités
Fourniture d'un plan des installations (camion régie, écran géant, etc.)	Date de notification + 10 jours	100 €/jour calendaire de retard
Installation du matériel numérique et test de retransmission	Le 5 avril 2025	Pénalité forfaitaire de 1000 € et exécution aux frais et risques sans mise en demeure préalable sur simple constat d'absence le 5 avril 2025 à 17h
Mise en place du camion régie	Le 6 avril 2025 à 6h00	Pénalité forfaitaire de 2000 € et exécution aux frais et risques sans mise en demeure préalable sur simple constat d'absence le 6 avril 2025 à 9h00
Mise en place du dispositif de retransmission en direct	Le 6 avril 2025 à 10h00	Pénalité forfaitaire de 500 € en cas de retransmission retardée du tir
Repli des installations et matériels	Avant le 7 avril 2025 à 12h00	500 € / jour calendaire de retard

✓ **Lot 4 – Prestations d'animateur « micro » pour l'évènement**

Prestations	Délais d'exécution	Pénalités
Fourniture du script de l'animation	Date de notification + 10 jours	100 €/jour calendaire de retard
Mise à jour du script d'animation après arrêt du plan et déroulé des animations relatives au lot 1	7 jours à compter de la transmission par l'EPF du plan d'animation	200 €/jour calendaire de retard
Animation de l'évènement	Le 6 avril 2025 à partir de 8h00	Pénalité forfaitaire de 1000 € et exécution aux frais et risques sans mise en demeure préalable sur simple constat d'absence le 6 avril 2025 à 9h00

✓ **Lot 5 - Fourniture de kits d'accueil pour les enfants**

Prestations	Délais d'exécution	Pénalités
Fourniture d'échantillon pour chaque catégorie de kit	Date de notification + 10 jours	100 €/jour calendaire de retard
Présentation du BAT numérique	4 jours à compter de la validation des échantillons	200 €/jour calendaire de retard
Fourniture et livraison des kits à l'EPF d'Occitanie	Le 20 mars au plus tard	200 €/jour calendaire de retard + exécution aux frais et risques après mise en demeure à compter du 25 mars

10.3 Pénalités pour absence à la réunion de démarrage

Une réunion de démarrage suivie d'une visite du site sera organisée après notification des marchés. Les titulaires seront informés de la date lors de la notification du marché.

Une pénalité forfaitaire de CINQ CENTS EUROS (500 €) sera appliquée en cas d'absence.

10.4 Pénalités pour retard dans la transmission des pièces liées au contrat

Le dépassement des délais relatifs à la transmission de pièces administratives et financières liées au présent marché entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à CENT EUROS (100 €) par jour calendaire de retard y compris pour ce qui concerne les attestations et déclarations aux assurances.

10.5 Réfaction en cas de mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution des prestations, il sera fait application de l'article 25.3 du CCAG-FCS.

10.6 Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % de la ou des commande(s) dont l'exécution ne respecte pas cette obligation.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables.

11 RETENUE DE GARANTIE – CAUTIONNEMENT - AVANCE

11.1 Retenue de garantie

Il n'y aura pas de retenue de garantie au titre du présent marché.

11.2 Avance

A l'exception du cas de mise en œuvre de la clause de réexamen définie par l'article 14 du présent CCAP, le marché ne donnera pas lieu au versement d'une avance.

12 NANTISSEMENT- CESSIION DE CREANCE

A l'attention de l'établissement de crédit auquel le prestataire ou l'un de ses sous-traitants viendrait à céder la partie du marché qu'ils exécutent, il est précisé que le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable désigné par le préfet de région. Toutefois, tout courrier relatif à un nantissement ou une cession de créance doit être adressé à Madame la directrice générale de l'Établissement Public Foncier d'Occitanie – Parc Club du Millénaire – Bâtiment 19 – 1025 rue Henri Becquerel – CS 10078 - 34060 Montpellier Cedex 2.

13 RESILIATION - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

13.1 Résiliation

Le présent marché peut faire l'objet d'une résiliation en vertu des prescriptions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG- FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire percevra une indemnité correspondant à :

- Pour les lots et postes traités à bons de commandes : à 5% du montant initial hors TVA du bon de commande notifié et non exécuté ;
- Pour les slots et postes traités à prix forfaitaire : à 5 % du montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA des prestations admises.

13.2 Exécution des prestations aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat, après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Pour les prestations qui, par leur nature, ne peuvent souffrir aucun retard, il ne sera procédé à aucune mise en demeure préalable (Cf. tableau des pénalités- article 10.2 du présent CCAP).

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas

prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

14 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire du marché. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur public d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur public dans le cadre des présentes dispositions peuvent faire l'objet d'une avance dans la limite de 20 % du surcoût dont le montant sera validé par le maître d'ouvrage.

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Ces dispositions trouveront à s'appliquer au cas d'espèce, en cas de décision administrative (arrêté préfectoral ou municipal) impliquant la modification du lieu d'accueil des personnes évacuées.

En pareille hypothèse, le maître d'ouvrage et les titulaires des marchés (tout lot confondu) conviennent :

- De redéfinir les conditions logistiques et d'animation adaptées au nouveau contexte et lieu d'accueil ;
- D'arrêter par voie d'avenant, les caractéristiques techniques et l'étendue des prestations et fournitures nécessaires à l'organisation logistique et à l'animation de la journée d'accueil

Les incidences financières du ou des avenants ne pourront entraîner le dépassement du seuil de procédure formalisée, applicable à la date de passation du présent marché, soit un seuil de 221 000 euros HT pour l'ensemble des lots.

15 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'EPF. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans les conditions de l'article L. 641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Il est expressément stipulé que la résiliation intervenue pour cause de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ne sera pas une résiliation pure et simple. Dans ces conditions, les excédents de dépenses résultant de la défaillance seront à la charge de l'entrepreneur et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne, au contraire, une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant, est entièrement acquis au pouvoir adjudicateur.

16 ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'EPF et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Le prestataire doit justifier, au plus tard dans les quinze jours de la notification du marché d'une assurance de responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages liés à l'exécution des prestations.

Le prestataire devra exiger de ses sous-traitants éventuels les mêmes attestations d'assurance.

17 MARCHES SUSCEPTIBLES D'ETRE PASSES ULTERIEUREMENT

A l'exclusion des lots 2 et 6 qui constituent des marchés de fourniture, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, et dans le strict respect des conditions qu'il définit, l'EPF se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché de prestations similaires passé sans publicité ni mise en concurrence.

18 ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, seul le tribunal administratif de Montpellier sera compétent.

19 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations suivantes sont apportées au CCAG – FCS :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS
5.1 Documents Particuliers	4. 1 Pièces contractuelles
6.2 Prestations supplémentaires ou modificatives	23.3 Prestations supplémentaires ou modificatives
7.3 Délais d'exécution	3.7.2 Bons de commande notifiés
8.2 Décisions après vérifications	28.2 Déroulement des opérations de vérification
10. Pénalités - généralités	14. Pénalités pour retard
13.1 Résiliation	42 Résiliation pour motif d'intérêt général

1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat. Les traitements effectués par le titulaire dans le cadre du présent marché ont pour finalité exclusive la réalisation des prestations commandées au titulaire par l'acheteur, telles qu'elles sont décrites et approuvées par les Parties dans les documents contractuels.

Il est rappelé qu'aux termes de ses engagements contractuels le titulaire accomplit les prestations suivantes en vertu desquelles l'acheteur lui confie tout ou partie des traitements de données qu'il décide. Le titulaire déclare qu'il est en principe et sauf dérogations ci-dessous, et avec lui son personnel, seul destinataire des données faisant l'objet des traitements accomplis par lui-même pour le compte de l'acheteur, mais qu'il peut en partager la connaissance avec ce dernier.

Le titulaire pourra sur injonctions des autorités judiciaires ou de police, communiquer toute information susceptible de comporter des données, ce dont elle informera l'acheteur.

2. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- garantir la sécurité physique et logique des données et des moyens techniques qu'il met en œuvre pour les besoins de l'exécution du marché
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

▪ Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

▪ **Droit d'information des personnes concernées**

Les parties conviennent que l'acheteur, en tant que responsable des traitements effectués en vertu du présent marché, assure et garantit l'exercice de leurs droits aux personnes dont les données sont traitées. Le titulaire collabore à la mise en œuvre effective de cette obligation légale de l'acheteur sur demande de ce dernier, qui fait son affaire personnelle du respect des obligations de l'acheteur vis-à-vis des personnes concernées et à l'égard des autorités de contrôle.

Le titulaire s'engage à aider l'acheteur par des mesures techniques et organisationnelles appropriées à respecter les droits des personnes concernées et à collaborer avec l'acheteur afin que cette dernière donne suite aux demandes des personnes concernées qui la saisissent sur ces fondements.

À cet égard, le titulaire communiquera sans retard à l'acheteur et au plus tard sous vingt-quatre heures ouvrées toute demande, plainte ou observation reçue directement des personnes concernées sans y répondre, sauf autorisation contraire et instructions précises données par l'acheteur.

▪ **Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : epf-occitanie@umanis.com.

▪ **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans les plus brefs délais et au maximum dans le délai de 24 heures après la découverte de la violation et par le moyen suivant : par mail à l'adresse suivante : epf-occitanie@umanis.com.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

▪ **La notification contient au moins**

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. Le titulaire s'interdit de procéder à la notification de la violation de données à caractère personnel auprès des autorités de contrôle (CNIL), sauf instructions écrites contraires et détaillées de l'acheteur. Le titulaire s'engage à exécuter toute mesure raisonnable que l'acheteur estimerait adéquate pour remédier à la violation de données, y compris pour en atténuer les conséquences négatives. Le titulaire s'interdit toute communication à des tiers d'informations sur la violation, sauf s'il y est contraint par la loi ou par les autorités judiciaires ou de police. Sous réserve de cette contrainte légale, l'acheteur est seul libre de rendre publique la violation de données, y compris si celle-ci n'est pas susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes

concernées.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations :

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

▪ **Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité des données adapté aux risques. En particulier, le titulaire s'engage à les protéger contre toute destruction, perte, altération, diffusion ou accès non autorisés de manière accidentelle ou illicite, notamment lorsque les traitements de données comportent des transmissions de données dans un réseau, ainsi que contre toute forme de traitement illicite ou communication à des personnes non autorisées et ce, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités des traitements ainsi que des risques éventuellement identifiés.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

▪ **Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants éventuels. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction des fichiers de données à caractère personnel.

▪ **Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

▪ **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience

constantes des systèmes et des services de traitement ;

- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

▪ **Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

3. Obligations de l'acheteur

Il est rappelé que les données doivent être traitées de manière licite, loyale et transparente, pour des finalités déterminées, explicites et légitimes. Il est également rappelé que seules des données adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités peuvent faire l'objet de traitement. Chacune des parties doit respecter la réglementation applicable à la protection des données à caractère personnel et mettre en œuvre les procédures et les moyens nécessaires à son application.

L'acheteur a conscience que l'exécution par le titulaire de certains traitements de données dans le cadre de l'accomplissement de ses prestations, ne saurait dispenser l'acheteur du respect de ses obligations en qualité de « responsable de traitement ». En particulier, l'acheteur doit documenter la conformité des traitements qu'elle opère pour son compte et de ceux dont elle confie la réalisation au titulaire dans le cadre du présent marché. Les obligations légales que souscrit le titulaire en tant que sous-traitant de données à caractère personnel ne dispensent pas pour autant l'acheteur de respecter ses propres obligations légales en qualité de « responsable de traitement ».

A l'effet de vérifier la bonne conformité de leurs pratiques et des obligations réciproques souscrites en vue du respect de la réglementation applicable aux données personnelles, les Parties conviennent d'opérer au plus tard à la date anniversaire du marché une revue annuelle des règles définies au présent marché et de les adapter si nécessaire.

Le titulaire s'engage à coopérer avec les autorités de protection des données compétentes, notamment en cas de demande d'information qui pourrait lui être adressée en cas de contrôle, notamment si le contrôle devait viser l'acheteur. En cas de requête de divulgation de données personnelles provenant d'une autorité administrative ou judiciaire reçue par le titulaire, cette dernière s'engage à en informer immédiatement l'acheteur, sauf lorsque la divulgation d'une telle demande est prohibée, telle qu'une interdiction prévue par le droit pénal afin de préserver la confidentialité d'une enquête de police.